

Recherches sociographiques



René DIONNE (dir.), *Histoire littéraire du Québec, I. Situation de l'édition et de la recherche*

Kenneth Landry

Volume 22, Number 3, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055965ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055965ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Landry, K. (1981). Review of [René DIONNE (dir.), *Histoire littéraire du Québec, I. Situation de l'édition et de la recherche*]. *Recherches sociographiques*, 22(3), 434–435. <https://doi.org/10.7202/055965ar>

On serait tenté de croire que la disparition de nos églises est due principalement à des catastrophes telles que le feu, les tornades ou les guerres. Ce sont beaucoup plus les changements intervenus dans les sociétés qui ont contribué le plus à leur disparition. Au début de la colonie, on construisait à la mesure de la population qui, se développant rapidement, ne se contentait plus du bâtiment à peine achevé; on démolissait et on construisait plus grand. Depuis quelques décennies, la vapeur s'est renversée. La ferveur religieuse tiédit et les églises sont devenues trop grandes; on démolit alors sans reconstruire. Au lieu de la démolition l'auteur propose la récupération de ces bâtiments à fonction sacrée.

Pierre HAMELIN

*École des arts visuels,
Université Laval.*

René DIONNE (dir.), *Histoire littéraire du Québec, I. Situation de l'édition et de la recherche*, Montréal, Bellarmin, 1980, 267p.

Née à Ottawa, sans tambour ni trompette, la nouvelle revue du comité francophone de l'Association des littératures canadienne et québécoise (A.L.C.Q.), *Histoire littéraire du Québec*, se propose, dès ce numéro initial, d'examiner la situation et les conditions de recherche dans le domaine littéraire québécois et canadien-français. Chaque livraison comprendra sept sections ou rubriques, consacrées respectivement aux sujets suivants: « Études », « Notes », « Documents », « Livres », « Thèses », « Bibliographie de la critique » et « Renseignements divers ». Dans son avant-propos, le directeur justifie la création d'une autre revue littéraire dans un champ déjà passablement encombré. Le dernier né sera « à la fois un débouché pour la recherche et un moyen de communication pour les chercheurs ». Advenant le succès de cette première tentative, les trois numéros thématiques subséquents porteront, semble-t-il, sur le phénomène de l'histoire littéraire, sur l'édition critique des textes et sur la littérature régionale. Pour l'instant, cette collection d'articles tente de faire le point sur la recherche et l'édition.

Depuis quelques années, le marché du livre au Québec est envahi par un nombre sans précédent d'anthologies, de rééditions et d'études (articles, thèses, monographies) de tous genres. Dans le but de mieux comprendre les conséquences de cette prolifération quasi anarchique des publications, les onze collaborateurs de la section « Études » (professeurs et chercheurs universitaires, pour la plupart) font état des recherches menées dans leurs domaines respectifs (genres littéraires, bibliographie) et proposent une certaine rationalisation de l'activité des éditeurs, surtout dans le domaine de la réédition. Après des « Réflexions préliminaires sur l'édition d'un corpus québécois » (Réal OUELLET) et un « État actuel des études bibliographiques de la littérature canadienne-française (avant 1945) » (David HAYNE), chaque collaborateur fait un tour d'horizon bibliographique de « son » genre littéraire (œuvres de la Nouvelle-France, roman, poésie, théâtre, conte, essai, littérature intime, littérature acadienne) et formule des recommandations précises quant aux ouvrages à rééditer ou aux pistes de recherche à suivre. Cette partie est suivie d'un bref article de John HARE sur Joseph Quesnel et les difficultés techniques de l'édition québécoise au début du XIX^e siècle; d'une lettre inédite d'Antoine Gérin-Lajoie, présentée par René DIONNE; d'une série de courts comptes rendus sur des ouvrages relativement récents et portant sur le XIX^e siècle, par Pierre SAVARD; enfin, d'un résumé d'une thèse en lexicologie sur le vocabulaire politique en usage en 1867. Les chercheurs salueront avec enthousiasme la bibliographie de la critique des œuvres québécoises, 1974-1975, qui poursuit l'œuvre déjà entreprise par Cantin, Harrington et Hudon en 1979. Cette fois, Pierre CANTIN et René DIONNE dressent un inventaire des articles de critique ou d'histoire parus sur notre littérature dans cent soixante-dix-huit revues publiées au Québec et au Canada. D'autres « tranches » de cette volumineuse bibliographie sont prévues dans

les numéros à venir. Finalement, Roméo ARBOUR résume les principales interventions du colloque sur l'édition critique de textes québécois et canadiens-français, tenu à Ottawa en mars 1979.

Cette première livraison ne manquera pas de susciter des réactions, surtout parmi les éditeurs qui, ces dernières années, se sont lancés tête basse dans l'industrie du « réchauffé » (la réédition) en oubliant qu'avant d'apprêter les « restes » littéraires à n'importe quelle sauce, il fallait d'abord posséder un minimum de connaissances sur le corpus québécois.

Kenneth LANDRY

Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec,
Université Laval.

Annie MÉAR (dir.), *Recherches québécoises sur la télévision*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1980, 210p.

En novembre 1979, une centaine de chercheurs québécois concernés par le phénomène de la télévision se rassemblaient à Dorion pendant deux jours, pour ce que James Taylor appellera « la première grande réunion qu'ont tenue les chercheurs en communication au Québec ». (*Actes du colloque*, tome II, p. 404.) Avec un symposium précédent tenu en 1977 au Mont Gabriel, cet événement marque en effet les premiers débuts d'un processus de reconnaissance publique d'une nouvelle catégorie de chercheurs sociaux, à savoir ceux qui se définissent à partir de la communication.

La présence des *communicologues* est relativement nouvelle au Québec. Elle participe d'un mouvement plus vaste de conscientisation à la communication de la part de l'État et de l'entreprise privée. Les échanges sociaux deviennent toujours davantage réglés par la médiation de systèmes de messages spécialement conçus par des *communicateurs*. Cela fait partie du processus généralisé de transformation des rapports sociaux en rapports marchands. Les firmes publicitaires annoncent indistinctement les programmes gouvernementaux, les argumentations syndicales ou patronales, l'auto-réclame des médias eux-mêmes et, bien sûr, tout ce qu'il faut acheter pour vivre un « bonheur » astucieusement construit autour de valeurs matérialistes et compétitives.

Ainsi donc, depuis l'après-guerre, les médias de masses ont occupé et transformé l'espace public. Après l'apparition des spécialistes-communicateurs (firmes publicitaires, maisons de production, etc.), la décennie 1970 a vu l'émergence en champignon d'un nouveau corps socio-professionnel, celui des chercheurs *sur* la communication. Une étude effectuée pour le ministère des communications du Québec (J.P. LAFRANCE, « Vingt ans de recherche organisée en communication au Québec », conférence présentée à l'Association de la recherche québécoise en communication, Montréal, 14 avril 1980, p. 6) dénombrait en 1979 près de trois cent vingt-deux chercheurs québécois travaillant dans des firmes privées, dans des entreprises publiques ou dans des universités.

Revenons donc à l'événement de Dorion. Celui-ci avait la particularité d'être avant tout organisé par une université, en l'occurrence : la section de Communication de l'Université de Montréal. Les universitaires sont, de fait, les derniers venus dans ce nouveau champ de recherches sociales. Les principaux départements universitaires en communication se sont fondés vers le milieu des années 1970. L'événement-Dorion célébrait en quelque sorte l'entrée des universitaires dans le marché de la recherche en communication. Il y eut 72 communications au colloque : 41 provenaient d'universitaires, 21 des milieux de production en télévision ou publicité, et 10 émanaient des milieux gouvernementaux ou organismes publics. Les universités semblaient sur-représentées par rapport à l'ensemble du milieu de la recherche. Rappelons qu'en 1979, les sommes versées aux universités pour la recherche en communications ne représentaient que 8% du marché total de la recherche